

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 9 - 1 FRANC - 30-6-1971

**VI^e PLAN:
L'ANTI
HASARD?**

MITTERRAND socialistes ou communistes?

La trop faible surface rédactionnelle de la N.A.F. ne nous permet pas encore de « couvrir » entièrement l'actualité de la semaine. C'est ainsi que nous aurions dû parler longuement du congrès d'Épinay et de la nomination de François Mitterrand à la tête du parti socialiste réunifié.

C'est en effet un événement important de la vie politique française, qui pèsera sûrement sur les élections législatives de 1973. D'ores et déjà, plusieurs questions se posent.

Ce parti réunifié est-il cohérent ? Les éléments « neufs » s'entendront-ils avec les éléments anciens de la S.F.I.O. ? Ou ces derniers, avec leurs fédérations bien

organisées, les absorberont-ils ? Mitterrand saura-t-il dominer les situations, arbitrer habilement entre les tendances ? Saura-t-il refaire autour de lui la grande alliance qui lui permit de mettre De Gaulle en ballottage aux élections présidentielles de 1965 ? Où vont aboutir les contacts avec les communistes ?

Il nous faudra répondre à toutes ces questions comme il nous faudra refaire le point sur l'idéologie socialiste, du moins ce qu'il en reste par rapport à la pensée de ses précurseurs.

Prochainement, nous ouvrirons le dossier du socialisme français à l'heure de François Mitterrand.

LA LOI FAURE CONTESTÉE

Bientôt également, Patrick Plessis reviendra sur le débat parlementaire et les intentions d'Olivier Guichard quant à l'avenir de l'Université. Il nous suffira de souligner cette semaine comment nos prévisions et nos critiques face à la loi Faure étaient justes. On se rend compte de l'absurdité du système en imposant aujourd'hui la pire des sélections. Ainsi on aggrave les injustices que l'on prétendait avoir éliminées.

Notons enfin que le professeur Vedel a publié dans *le Monde* une étude, faible certes dans la recherche des solutions, mais sévère, d'une sévérité justifiée dans l'analyse de l'université post-fauriste.

A "L'EXPRESS" rien de nouveau

La crise de "l'Express" a été longuement exploitée par des confrères affamés de sensationnel : ragots plus ou moins exacts, communiqués tendancieux ont brouillé les pistes (et les personnes !).

Ce n'était pas, en effet, un conflit banal entre l'or du propriétaire et l'intelligence des rédacteurs. C'était plutôt l'extériorisation d'un conflit tout intérieur entre les aspirations contradictoires d'un seul individu : Jean-Jacques Servan-Schreiber lui-même. Entre les aspirations de J.-J. S.-S., homme de plume, propriétaire et rédacteur, d'une part ; et J.-J. S.-S., politicien, député et candidat à un destin national, d'autre part.

Il y a deux ans, après le succès de librairie du « Défi américain », J.-J. S.-S., politicien, prit son essor et accepta les idées de développement du patrimoine familial autour de "l'Express", hebdomadaire, et du mensuel "l'Expansion" (fondé par son jeune frère Jean-Louis), par génération d'un groupe industriel de presse et d'édition à vocation pluraliste et à la plus large assise financière possible. D'où le rachat de la vieille maison Didot-Bottin, et de quelques autres. D'où l'installation d'une « technostucture » massive, jeune et ardente, « dans une situation de pouvoir excessif » (1), mais dont la créativité garantissait les espérances.

La présence de Françoise Giroud à "l'Express", en tant que co-fondatrice du journal, permettait de penser que l'esprit-maison allait tout de même se perpétuer, tandis que J.-J. S.-S., politicien, irait de succès en succès.

En janvier dernier, coup d'arrêt brutal : rupture entre les deux frères. Et après un armistice tactique de quatre mois, élimination définitive des « managers » de "l'Express", du P.D.G. au secrétaire de rédaction en chef.

« La confrontation entre les théories du management et la réalité vécue » est jugée terminée par J.-J. S.-S. — homme de plume. Tel Pygmalion amoureux d'une statue, le fondateur de "l'Express" voit en son œuvre une « Personne » qu'il divinise : La triade Express - Françoise Giroud - Jean-Jacques Servan-Schreiber ne doit pas être scindée. Toute idée de développer le magazine par d'autres voies que les leurs est proscrite.

Le coup de balai n'est donc qu'un retour aux sources.

Il faut dire également que l'image de marque de J.-J. S.-S., politicien, ne peut être celle d'un magnat de la presse, style Axel Springer en Allemagne, ce qui lui ôterait toute possibilité de prendre éventuellement la tête d'une prochaine campagne gauchiste. Il veut demeurer libre de ses mouvements.

A "l'Express", aujourd'hui... Au parti radical, demain...

Stanislas LEBLANC.

(1) J.-J. S.-S. dans "l'Express" du 21 juin 1971.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) _____

demeurant (rue) _____ n° _____

à (ville) _____ (département) _____

souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de 30 francs par

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

L'ANTI-HASARD EN DEMOCRATIE

Un Plan, pour quoi faire ? Si l'on en croit le rapport général qui accompagne le VI^e Plan actuellement soumis à l'examen des parlementaires, « il ne s'agit certes pas de définir dans leurs moindres détails les activités des entreprises et des autres agents économiques : dans une économie ouverte et décentralisée comme la nôtre, une telle planification serait illusoire. En revanche, il est plus que jamais nécessaire d'établir périodiquement un diagnostic sur la situation économique et sociale du pays, d'analyser les problèmes auxquels il est confronté, de dégager les politiques et les actions susceptibles de les résoudre, et, plus généralement, d'offrir un cadre de référence à la politique des pouvoirs publics et à l'activité d'ensemble des Français. Or c'est cela le Plan ».

Passons rapidement sur le jargon employé par les rédacteurs du Plan, révélateur d'une confusion intellectuelle à la mode. Sur quels critères peut-on s'appuyer pour affirmer péremptoirement que l'économie française est « décentralisée » ? Quant au diagnostic que requiert l'état d'une situation économique et sociale déterminée, c'est en fonction de l'évolution vivante de celle-ci qu'il doit être recherché, et non à dates fixes dont la périodicité rigide interdit la mise en œuvre des politiques correctives dont l'analyse des faits a démontré la nécessité d'application. Les exemples du même ordre abondent, l'ensemble des chapitres en fourmille. Il serait certainement cruel et fastidieux de les énumérer et la place nous manquerait pour le faire.

Pourtant, il n'est pas douteux que le Plan ait été laboré avec tout le soin possible et le sérieux désirable. La qualification technique des professionnels du Commissariat au Plan est indéniable et la valeur de leurs travaux a pu être appréciée en maintes circonstances. Discuté ensuite par le Conseil Economique et Social, approuvé par les élus nationaux, le Plan cesse d'être un document administratif pour devenir, en principe, l'expression de la volonté générale créatrice du cadre général de vie dans lequel nos concitoyens sont normalement appelés à exercer leurs activités.

Acte solennel, le Plan devrait théoriquement être la Charte du développement économique et social du pays, et régir les relations entre les citoyens qui concourent à ce but au même titre que la Constitution fixe les normes institutionnelles dont l'organisation politique de la France dépend.

Il n'en est rien. La valeur juridique du Plan a atteint un degré d'insignifiance d'autant plus marqué que les procédures d'élaboration de ce texte se sont multipliées et élargies. Sans valeur probante, dépourvu de force contraignante, vague indicateur de souhaits formels ou noyés dans une accumulation de précautions qui en réduisent à néant la portée, le Plan n'est finalement qu'un document quasi inemployé parce que dépourvu d'utilité pratique réelle et d'efficacité incontestable. Les références à son égard ne manquent pourtant pas ; souvent hypocrites, d'ailleurs, car on invoque volontiers les principes dont on connaît l'inapplicabilité. Lorsque telle est leur caractéristique, pourquoi s'empêcher d'en proclamer la supériorité et d'en exiger le respect ?

Alors, pourquoi confectionner un Plan qui devrait être, selon l'expression d'un de ses pères, « l'anti-hasard » ? Par nécessité, sans aucun doute, car il ne viendrait à l'esprit de personne de prétendre que les choix économiques, sociaux ou culturels, doivent être soumis aux aléas de l'improvisation et des mécanismes de régulation automatique des marchés. Nécessité insuffisante néanmoins car les objectifs du Plan se trouvent rapidement transposés du milieu économique ou social en termes de choix et décisions politiques.

Là est le divorce. Fixer les orientations de la politique et en justifier les décisions à partir des concepts et principes de la planification consiste à nier l'autonomie du politique et à admettre l'omnipotence de la technocratie. Faire prévaloir les dogmes de la démocratie parlementaire et libérale entraîne la réduction du Plan à un simple rôle prévisionnel passif, alors qu'il devrait être un document prospectif vivant. La gestion au jour le jour exclut la préparation du futur et règle mal les affaires du présent. A défaut

de prospective, un minimum de prévision lui sert d'alibi auprès d'une opinion publique bien conditionnée.

Il n'y a pas d'anti-hasard possible en démocratie, mais seulement le rassemblement rationnel d'une gamme d'expédients. Planification souple ou planification rigide y sont des expressions vides de sens.

Le hasard ne peut être efficacement contrôlé que si la maîtrise des décisions politiques est pleinement assurée au niveau suprême de l'Etat. Si tel est le cas, la planification est non seulement possible, mais devient indispensable à la préparation d'un avenir susceptible d'accroître l'héritage. A défaut de cette condition, elle n'est qu'une illustration supplémentaire du gaspillage caractérisant la forme d'organisation politique de certaines sociétés.

Jacques DELCOUR.



MEILLEUR ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 1^{er} Année - JUIN 1971 - Numéro 105 - 1^{er} Prix

**une nouvelle
ACTION
FRANÇAISE**

Franco : 1 F
Abonnement étudiant : 8 F
Normal : 12 F
C.C.P. A.F. Université
1918-59 Paris

ITALIE

la démocratie logique

Quelques centaines de milliers de suffrages déplacés ont suffi pour faire entrer en transe les chroniqueurs politiques patentés. Déjà on évoque le spectre de Mussolini, les chemises noires sortent du musée de l'histoire pour rentrer dans les chroniques d'une démocratie parlementaire en décomposition.

Là encore, le hasard a peu de place, et ceux qui, par incapacité ou par incohérence, ont contribué à cette décomposition, sont ceux qui crient le plus fort. Il est vrai que la démocratie italienne est fort peu sûre de sa légitimité, comme tous les régimes installés à l'issue d'une guerre douteuse.

LA RÉPUBLIQUE MAL NÉE

La chute de Mussolini en 1943 fut le fait non d'une pression de forces démocratiques fontômes, mais la volonté concertée du roi Victor-Emmanuel III et des hiérarques fascistes de supprimer le symbole d'une guerre perdue : le Duce n'avait plus toujours raison, malgré la formule officielle. En le démettant brusquement de ses fonctions, le roi ne songeait nullement à une relève démocratique, mais à une continuité dans l'ordre que personnalisait fort bien le maréchal Badoglio, fidèle serviteur du régime fasciste. Pourtant déjà, les jeux étaient faits : l'Italie (comme la France) n'était rien de plus qu'un enjeu stratégique pour les parties en guerre. L'inféodation de l'Italie à l'Allemagne était devenue évidente au cours de quatre années de guerre. Les résistants, quant à eux, possédaient assez de sens politique pour se rendre compte que leur cause dépendait de la victoire des Alliés. L'évasion de Mussolini et la création de République de Salò, reconnue uniquement par l'Allemagne et ses alliés, allait confirmer ce clivage.

La fuite du roi et du gouvernement Badoglio vers le Sud non occupé par les Allemands coupa l'Italie en deux parties soumises à leurs protecteurs. La victoire des Alliés mit fin à cette situation : le glas de la monarchie allait sonner. Le Comité de Li-

bération Nationale, composé des partis ayant survécu au fascisme ou créés pendant la guerre était favorable à la République une et indivisible issue des souvenirs historiques ; la monarchie avait suscité le fascisme, l'anti-fascisme se devait de susciter la République. Le raisonnement, bien que simpliste, pouvait séduire. Après une campagne électorale acharnée, et à l'issue de truquages sans nombre, la République fut proclamée avec 55 % des suffrages. La démocratie chrétienne, parti majoritaire, avait laissé la liberté de vote à ses électeurs. La République avait vaincu : il lui restait à gouverner. Après quelque temps, tout comme en France, le parti communiste fut écarté du pouvoir. Ce fut l'âge d'or de la démocratie chrétienne, simultanément au pouvoir, seule ou en association, dans les trois grands de l'Europe occidentale : France, Italie, puis après 1949, en Allemagne. La guerre froide arrima solidement l'Italie aux U.S.A. : bénéficiaire du Plan Marshall, l'Italie donna aussi son adhésion à l'O.T.A.N. à laquelle elle appartient encore aujourd'hui. C'était le temps où l'Eglise avait choisi, sinon de rallier, du moins de cautionner les régimes issus de la Libération. L'anti-communiste militant, de mise à cette époque, donna le prétexte idéologique. Liée à l'Eglise par une foule d'organisations annexes, la démocratie chrétienne représentait plus de 40 % des électeurs, ce qui assurait sa prédominance renforcée par les alliances nouées à gauche (les sociaux-démocrates) ou à droite (monarchistes parlementaires ou libéraux).

Le fascisme, s'il vivait encore dans certaines couches de la population, semblait discrédité par sa défaite. Les mécontentements suscités par les premiers échecs de la République se fédérèrent dans le mouvement de l'« Homme quelconque », poujadisme italien, à prétention de majorité silencieuse. En 1947, la fondation du M.S.I. permit le regroupement de tous les éléments fascistes jusque-là épars dans des groupuscules.

LE FASCISME ORDINAIRE

Très vite, le nouveau parti prit « le plein » de ses électeurs dont le chiffre ne devait plus bouger jusqu'à ces deux dernières

années : 1.500.000 « missimi » représentés par une trentaine de députés et quelques sénateurs. Le public néo-fasciste se recrutait surtout parmi les couches historiques ou marginales de la population : anciens combattants regroupés dans de puissantes associations, ex-fonctionnaires, propriétaires fonciers du Sud, sous-prolétariat de Campanie et de Sicile, étudiants. Le parti sous la férule manœuvrière d'Arturo Michelini choisit la voie parlementaire et le « cartel des droites » avec les libéraux représentants du capitalisme traditionnel et des monarchistes uniquement liés à un regret dynastique sans portée politique sérieuse. Le parti eut une seule fois l'occasion de peser sur les choix politiques : en 1960, le gouvernement Tramboni se constitua avec son appui, mais dut capituler peu après sous la pression de l'émeute. Rien donc à part cette fausse alerte ne pouvait laisser croire à un « péril fasciste », hormis dans les discours électoraux des dirigeants du P.C.I.

LA CRISE DE CROISSANCE

Si péril il y a, il se situe à côté de la démocratie chrétienne qui, après avoir cautionné un anti-communisme primaire, tomba à partir de 1962 dans les chimères conciliaires issues de Vatican II. Dès le début de son pontificat, Jean XXIII avait signifié aux démocrates-chrétiens son intention d'une ouverture à gauche pouvant aller jusqu'au P.C.I. dont les thèses souples élaborées par Togliatti séduisaient en diable nombre de démocrates-chrétiens conséquents. L'usure du pouvoir et la mutation difficile vers la technobureaucratie donnèrent à la crise qui se dessinait une dimension plus importante.

Le déséquilibre croissant entre le Nord et le Sud, la corruption notoire et officielle affichée par « l'établissement italien » ajoutèrent encore à la confusion en aidant à une prise de conscience hors des marécages habituels. « L'Italie à vif », si bien décrite par M. Nobécourt, vivait à la fois sa crise de croissance et la décomposition de ses institutions politiques livrées à l'incompétence et à l'inefficacité. Le P.C.I., grand parti d'ordre, se voyait débordé sur sa gauche tout en en-

courageant en sous-main un mouvement qui risque de lui échapper. Si « complot bolchevique » il y a, comme le hurle la droite italienne, ce complot-là trouve sa source dans la maladie des institutions. Au delà des Alpes, comme en deçà, l'appel à la majorité silencieuse est de mise, et M. Almirante n'y a pas manqué : son parti est respectable avec un soupçon de ventre et une ambition forcenée d'être un partenaire sérieux. Là aussi on confond l'ordre avec sa caricature, la matraque du « celere » avec l'équilibre des institutions, les discours électoraux avec la clarté des idées. Le M.S.I. est un grand parti : qu'est-ce que cela prouve, sinon que l'Italie meurt de la démocratie des partis et de la démocratie tout court.

Axel ALBERG.

NOTE. — Notre ami Axel Alberg fera paraître dans nos pages une grande étude sur l'Italie, sa crise politique, son avenir.

SERVICE LIBRAIRIE

Charles MAURRAS

Lettres de prison ... 20 F
Critique et poésie .. 22 F
Mes idées politiques 20 F

**A. BLANC
DE ST-BONNET**

Politique réelle 8 F

Pierre BECAT

Napoléon et le destin
de l'Europe 26 F

Jacques PERRET

Rapport sur le paquet
de gris 15 F
Le vilain temps 15 F

Bernard de VAULX

Charles Maurras 15 F

Carnet de chants de
la N.A.F. 3,50 F

Adressez vos commandes
au service librairie accompa-
gnées de leur montant (aug-
menté de 1 F pour frais d'en-
voi).

Le Forum de la NAF

Si les principes essentiels de l'Action française qui font notre unité ne peuvent être mis en question, il est par contre normal que nous ouvrons le plus large débat dans le domaine de la recherche. Une émulation intellectuelle est nécessaire, la confrontation de points de vue parfois opposés s'impose même souvent. Nous avons à faire une vaste

enquête sur les réalités de notre société française actuelle. Nous ne nous contenterons jamais de schémas intangibles et intemporels. C'est dans cet esprit que nous ouvrons cette chronique. Le « Forum de la N.A.F. » est ouvert à tous nos lecteurs et militants. Il leur permettra d'exposer ce qu'ils pensent des questions d'actualité, parfois même de contredire des articles parus dans nos publications.

NÉCESSITÉ D'UNE STRATÉGIE

Si l'on en juge par le courrier reçu et les différentes réactions qui se sont manifestées jusqu'à nous, nos études et nos articles sont passionnément commentés, parfois contestés. Deux articles ont été particulièrement discutés dans notre numéro d'il y a quinze jours, celui sur les travailleurs immigrés et celui sur la Confédération générale des cadres.

Un responsable d'A.F. des pays de Loire m'écrit au sujet du second article :

« Pas question pour nous de défendre systématiquement l'ouvrier contre les cadres ! Je comprends mal que vous puissiez ne considérer que l'aspect positif de la C.F.D.T. et que l'aspect négatif de la C.G.C. Certes, il ne faut pas tomber dans le piège où s'engouffre la droite qui consiste à attribuer aux cadres une réalité politique contre-révolutionnaire dont ils sont totalement dépourvus ; néanmoins, je crois que les cadres représentent une fraction du pays réel non négligeable, et n'en veux pour preuve que les tentatives du P.C. pour les récupérer. »

D'autre part, un responsable grenoblois écrit à Philippe Dartois :

« Les militants grenoblois, dont je me fais ici le porte-parole, sont dans l'ensemble entièrement d'accord avec le bien-fondé de tes critiques, mais regrettent que tu n'aies pas exposé les éléments positifs que contient la C.G.C. Il se trouve qu'un certain nombre de sympathisants, lecteurs de la "N.A.F.", appartiennent de près ou de loin à ce syndicat, et

n'ont pas compris l'opportunité de ces critiques à l'égard de la C.G.C. qui, pour ne pas être contre-révolutionnaire, n'est pas totalement intégrée au système. »

Et notre ami d'expliquer comment la crise des cadres est un élément important pouvant déterminer une hypothèse stratégique. Nous retenons encore cette remarque :

« Est-ce qu'il n'est pas dangereux de finir tous les articles relatifs à l'étude d'un secteur économique ou social, par "il y a là un terrain d'action de choix pour les militants d'A.F." ? »

Effectivement. Il importe de ne pas disperser notre effort dans des actions isolées. C'est pourquoi la définition d'une stratégie et d'un catalogue d'objectifs s'impose. Un gros travail est actuellement fourni par le D.G.R.O.S.T. (Direction des groupes de recherche opérationnelle stratégie-tactique) qui va se poursuivre pendant toute la période de l'été et qui permettra à nos comités directeurs de définir cette stratégie.

LES CADRES

Pour revenir au problème des cadres, nous publierons cette semaine le point de vue d'un de nos amis responsable d'A.F., exerçant également des responsabilités à la C.G.C. Notre ami souligne un certain nombre de difficultés sur lesquelles il nous faudra revenir.

G. L.

(Suite page 6)

Débat sur les cadres

Philippe Dartois publie un éreintement de la C.G.C., reprenant à son compte tous les arguments de la C.F.D.T. contre la C.G.C., l'accusant notamment de vouloir conserver à la Sécurité sociale son caractère d'assurance et non d'assistance, de manifester un esprit de classe défensif et sectaire, et pour couronner l'ensemble, y trouvant des relents de fascisme.

Il n'est pas très sérieux non plus d'assimiler à la droite (?) ce mouvement syndical. Est-ce parce que la C.G.C. est la seule organisation syndicale qui rejette la théorie de la lutte des classes qui est le fond doctrinal de toutes les autres centrales, qu'elles se déclarent ouvertement marxistes ou non ? Que la C.G.C., dans le contexte démocratique actuel de la V^e République, puisse prêter le flanc à certaines critiques, je suis le premier à l'admettre et j'en parlerai plus loin, mais que la majeure partie des accusations de M. Dartois porte sur les points cités plus haut ne fait qu'ajouter un élément supplémentaire à la campagne de dénigrement des cadres entreprise depuis quelque temps par la grande presse sous l'influence de technocrates qui n'envisagent la société future que sous l'aspect dualiste : eux d'un côté, la masse de l'autre, et confondus dans cette masse, les cadres prolétarisés à leur tour.

N'y a-t-il rien de positif dans la C.G.C. ?

Croît-on qu'en discutant le S.N.A.L.C. on incite les éléments sains des divers enseignants à venir grossir les rangs du seul syndicat qui essaie de défendre les lambeaux d'une université en délire ? Qu'on critique son libéralisme, sa pusillanimité dans le combat, passe encore. Mais où les enseignants doivent-ils aller s'inscrire et militer : au S.N.E.S. ? Ou bien avons-nous les moyens pour créer actuellement le syndicat de nos rêves ?

Quant à cette fameuse majorité silencieuse et indifférente, il est certain que beaucoup de cadres en font partie, mais pourquoi ?

C'est que, et cela bien plus depuis mai 1968, le cadre d'industrie se sent, se sait un isolé entre ses « patrons » et les ouvriers. Car, c'est la nouvelle mode démagogique, les supérieurs « dialoguent » beaucoup plus avec

les ouvriers qu'avec les cadres qui se sentent amoindris, lésés même, car les « patrons » préfèrent la démocratie directe à la valorisation des structures hiérarchiques.

M. Dartois prétend : déclarer que la Sécurité sociale est un régime d'assurance et non d'assistance, est historiquement faux. C'est une affirmation gratuite.

La Sécurité sociale n'est pas une invention gaulliste, c'est une refonte de tout le système d'Assurances sociales et d'Allocations familiales qui existait bien avant la guerre de 1940. Affirmer que cette attitude est anti-sociale, c'est encore une fois reprendre l'accusation formulée par la C.F.D.T. et les technocrates réunis. C'est oublier que l'A.F. a lutté longuement contre l'escroquerie des Assurances sociales et en faveur d'une extension des mutuelles gérées par leurs propres adhérents. C'est admettre une politique étatiste des revenus, sans contrôle efficace. C'est confondre une juste prévoyance de l'avenir et une assistance qui doit être réglée sur le plan national et non par certaines catégories sociales.

Quant à l'esprit de classe, parlons-en ! Y a-t-il une classe « cadres » ? Il suffit de passer quelque temps de sa vie dans diverses usines pour s'apercevoir que les cadres sont issus de toutes les catégories sociales. Où serait le sens de la promotion sociale s'il n'y a plus de hiérarchie ?

Est-ce du fascisme que proclamer qu'on en a assez des séquestrations de cadres et des « ratonnades » de contremaîtres ? Le fascisme est-il du côté des séquestrés et non des séquestrateurs ? Est-il du côté de ceux qui demandent à l'Etat de leur garantir leurs libertés essentielles et non du côté des « tribunaux populaires » ou « révolutionnaires » qui décident des séquestrations et des matraques ?

Certes, si nous sommes à la C.G.C., c'est parce que nous subissons le régime démocratique. On préférerait, nous, gens d'A.F., d'autres statuts, mais qui ne seraient viables qu'avec le retour du Roi. On reproche son « apolitisme » à la C.G.C., mais dans quel autre syndicat accepterait-on de donner des

responsabilités à un monarchiste affirmé ? Oui, on peut reprocher en particulier à cette Confédération de se vouloir européiste. Mais entrons-y nous-mêmes et faisons entendre notre voix.

Je crois qu'il serait bon et beaucoup plus utile que des polémiques stériles et négatives de faire connaître dans une série d'articles ce qu'est le syndicalisme d'aujourd'hui, d'analyser la doctrine sociale et économique de chacune des centrales, en toute objectivité, d'en chercher les éléments positifs qui peuvent aider notre action dans toutes les catégories sociales, d'en donner les éléments négatifs pour que nous puissions les combattre de l'intérieur comme de l'extérieur. Enfin, de présenter une synthèse sérieuse de l'ensemble et mesurer le chemin à parcourir pour arriver, le Roi rétabli, à donner à tous les travailleurs les moyens d'expression qui leur permettront de s'intégrer vraiment dans l'édifice harmonieux de notre nation reconstituée autour de son arbitre.

Philippe Dartois relancera le débat sur les syndicats dans nos prochains numéros. Tous nos amis qui exercent des responsabilités syndicales peuvent se mettre en rapport avec lui pour enrichir le débat et nous permettre de réfléchir à une « politique syndicale d'A.F. ».

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- **Nouvelle Action Française : Paris 642-31.**
 - **A.F. Université : Paris 1918-59.**
 - **Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.**
-

Le verdict d'Angers

A Angers, le vendredi 14 juin, dix militants de la N.A.F. comparaissent devant le tribunal correctionnel pour avoir infligé à J.-J. Servan-Schreiber la punition qu'il méritait.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons le verdict du tribunal :

Yvan Aumont, 6 mois de prison, dont 4 avec sursis.

Jean-François Cheneval, Jean-Yves Gourin, Dominique Ragot, 4 mois de prison dont 3 avec sursis.

Les autres inculpés, diverses peines de prison avec sursis.

D'autre part, le tribunal a infligé des amendes dont le montant dépasse un million de francs.

Nous ne ferons aucun commentaire sur ce jugement, laissant à nos lecteurs le soin d'apprécier par eux-mêmes et d'estimer l'aide matérielle qu'ils doivent nous apporter pour que ces lourdes condamnations ne freinent pas l'essor de la N.A.F.

CAMP 1971

Le camp des militants et sympathisants de la Nouvelle Action Française se tiendra en Champagne près de Bar-sur-Aube, du 18 juillet au 1^{er} août. Véritable « université d'été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action Française.

**Le camp a lieu au Château de Belroy, 10 - Bayel.
(A 6 km de Bar-sur-Aube.)**

Risquant cette année d'avoir de très nombreuses candidatures, nous ne pourrions accueillir que les gens décidés à devenir des militants actifs. Les demandes d'inscription doivent nous être adressées à

l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

- En raison des circonstances il n'y aura cette année *aucune* location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer par leurs propres moyens : tente, lit de camp et sac de couchage.
- Le prix du séjour est fixé à 240 F pour la durée du camp pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passé cette date le prix du séjour est fixé à 260 F.
- La gare la plus proche du lieu de camp est Bar-sur-Aube. Un service de voiture fonctionnera à l'arrivée de tous les trains les samedi 17 et dimanche 18.
- Les demandes de renseignements et d'inscription sont disponibles dès maintenant.

LE PROFESSEUR BARIETY

Nous avons appris avec peine la mort du professeur Bariety. Grand nom de la médecine française, le professeur Bariety était également un maurassien fervent. Par deux fois, il avait accepté d'accorder un entretien à *A.F. Université*. Notre ami Jean-Pierre Boulogne, qui l'avait rencontré à cette occasion, avait gardé de son entretien un souvenir extraordinaire. Le professeur Bariety avait également présidé plusieurs banquets de médecins d'Action Française.

La *Nouvelle Action Française* présente à tous les siens ses sincères condoléances.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

REUNION DES CADRES : 31 JUILLET

Une journée de travail destinée aux cadres de Paris et de Province, aura lieu au camp le 31 juillet de 10 à 18 heures.

Les participants doivent nous indiquer à l'avance le nombre de repas à prévoir.

JOURNÉE « PORTES OUVERTES » : 1^{er} AOÛT

Le dimanche 1^{er} août sera une journée « portes ouvertes » destinée à la propagande auprès de la population régionale.

AMICALE DES PIEDS NOIRS DE LA N.A.F.

Une amicale regroupant les pieds-noirs de la N.A.F. est en formation. Renseignements et inscriptions auprès de :

**M. J.-P. SEYLER
N.A.F.**

**Boîte Postale 14
10 - St-André-les-Vergers**

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Ce qui s'est passé à Grenoble

Vendredi 28 mai, une bagarre éclate entre des Sud-vietnamiens et des maoïstes, pendant laquelle des coups de feu sont tirés.

De là toute une série de manifestations gauchistes se développent. Certains insinuent que l'Action française n'est pas étrangère au déclenchement de l'affaire, et il n'est pas mauvais de faire le point sur ces événements embrouillés.

LES FAITS

Lorsque, une semaine avant la barre « dé-cisive », les Sud-vietnamiens avaient voulu distribuer des tracts invitant à une projection de films, ils avaient été lapidés par les maoïstes à coups de pavés et de boulets ; la projection fut empêchée, et alors que cinq militants et militantes d'A.F. tentaient de pénétrer dans la salle, les gauchistes les expulsèrent du Campus et décrétèrent l'Action française interdite de séjour.

A la suite de quoi celle-ci distribua un tract dénonçant la stupide provocation des « Maos », affirmant qu'« elle n'a pas attendu les épigones de Mao pour s'imposer », et qu'elle se souciait peu de leurs caprices pour « continuer son véritable combat qui n'est certainement pas celui qu'on veut lui imposer sur le Campus ».

Le vendredi suivant, les Vietnamiens, plus prévoyants, revinrent armés jusqu'aux dents, et furent de nouveau attaqués. On sait ce qu'il advint.

Le « Secours rouge » en profita pour accuser publiquement les royalistes d'avoir participé à l'« agression », pendant que l'intersyndicale (S.N.E.Sup, C.F.D.T., C.G.T., U.N.E.F., M.A.R.C.) réclamait la dissolution des ligues fascistes Ordre Nouveau et Action française sous le même prétexte.

L'A.F., aussitôt, distribua en ville et fit publier un communiqué dénonçant les grossiers mensonges répandus par le « comité anti-intox » (1) et défiant qui que ce soit de prouver la participation d'un élément quelconque de l'A.F. aux incidents. L'intersyndicale rectifia le lendemain, réclamant cette fois la dissolution d'Ordre Nouveau et du M.J.R. ; or ni l'un ni l'autre n'a d'existence autre que fantomatique à Grenoble : il fallait à tout prix accuser des « fascistes », quels qu'ils fussent, alors qu'aucun Français ne soutenait les Vietnamiens.

Lorsque le 2 juin, le « Secours rouge » enleva Ahn Dang Hung au nez et à la barbe du président de l'Université II,

M. Quermonne, ce dernier se contenta de les adjurer de « respecter la démocratie ».

Les étudiants de la Nouvelle Action française protestèrent violemment contre sa lâcheté dans une lettre ouverte, largement diffusée, qui dénonçait la veulerie de l'administration fauriste en face des exactions quasi-quotidiennes des gauchistes et réclamait la démission du dit Quermonne. Quant au « Secours rouge », qui avait affirmé dans le « Monde » laisser par « tolérance l'A.A. distribuer ses journaux et ses tracts », les royalistes lui rétorquèrent que leur maintien ne tenait à aucune bonté d'âme, mais au fait que personne n'a pu faire d'eux des fascistes malgré les provocations nombreuses depuis deux ans, et qu'il leur serait difficile de les faire taire. Les maoïstes se le tinrent apparemment pour dit, puisque les étudiants d'AF continuent à « faire leur propagande » sous leurs nez sans être inquiétés.

Aujourd'hui, donc, sur le Campus de Grenoble, on enlève un étudiant au vu et su du président de l'Université, quelques jours après on viole une étudiante ; et demain, si les gauchistes assassinent quelqu'un, comme ils en manifestent l'intention à Aix-en-Provence, l'administration n'émettra qu'une protestation de pure forme contre cette « atteinte à la démocratie ».

Voilà une Université où la guerre civile est devenue une institution. C'est le signe parmi d'autres que la société française est malade et se décompose. On ne la guérira pas en l'entourant de banderoles par le développement d'un Etat de plus en plus centralisé et policier ou par une dictature fasciste qui ne feraient que perpétuer le désordre établi. La maladie continuera et le malade sera étouffé. La France est malade de la tête — à la fois hypertrophiée et décérébrée — et ce n'est qu'en s'attaquant aux racines du mal qu'on lui redonnera santé, harmonie et vigueur.

Il faut commencer par détruire l'Etat démocratique totalitaire pour rétablir l'ordre véritable. La monarchie peut recréer une société donc les membres, solidaires, ne soient pas des entités abstraites, massifiées, livrées à l'anarchie et à l'oppression bureaucratique, mais des citoyens responsables, librement organisés et fédérés dans un Etat indépendant et décentralisé.

On finira par restaurer la monarchie contre la dictature et l'anarchie (Ionesco). A cette guerre de libération nationale, nous convions tous les Français.

Gérard TEMPLIER.

Rappel des événements

28 mai : Bagarre entre sud-vietnamiens et maoïstes. 2 blessés par balle, un au sabre.

31 mai : Plasticage d'un commissariat de police, signé par les anarchistes.

2 juin : Enlèvement et séquestration d'Ahn Dang Hung, membre du commando vietnamien. Relâché le lendemain. Ouverture d'une enquête et incarcération de Ahn Dang Hung.

7 juin : Interdiction par M. Dubedout, maire de Grenoble, de la tenue d'un « tribunal populaire ». Grève de la faim et protestations des membres P.S.U. du Conseil municipal : la tenue du « tribunal » est autorisée le 8 au soir.

9 juin : Continuation de la grève de la faim au Centre oecuménique Saint-Marc pour protester contre l'arrestation d'un membre du « Secours rouge », et réclamer une page dans le « Dauphiné Libéré ».

12 juin : Après avoir interdit les manifestations dans la rue, le préfet interdit la tenue du « tribunal populaire » le 14 juin.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpreste
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e